

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



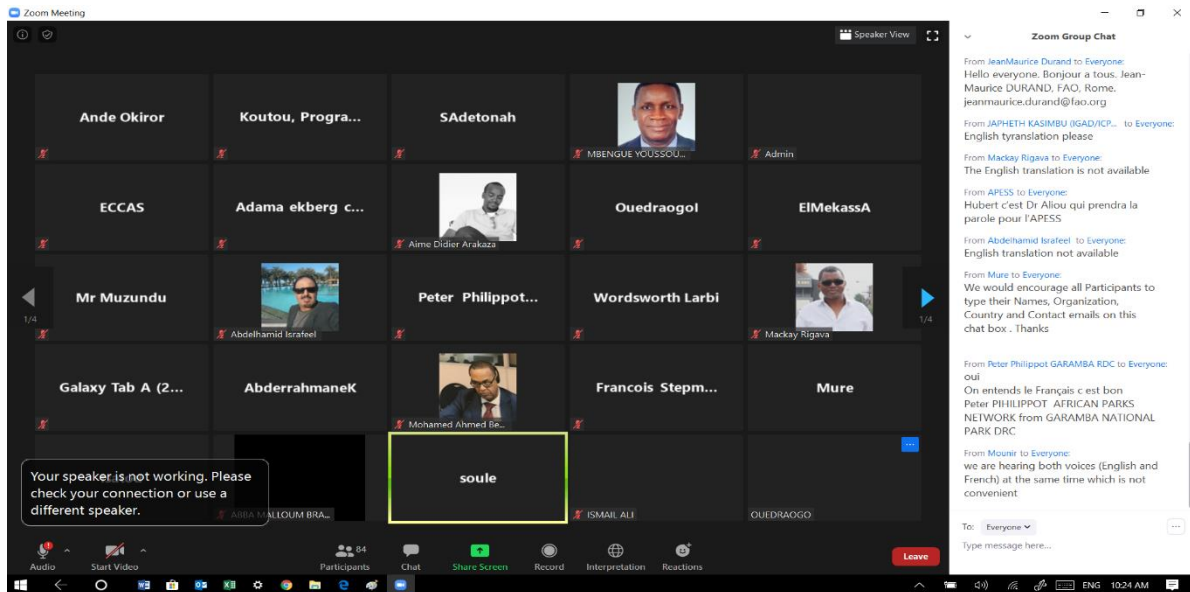
UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, ETHIOPIA P. O. Box 3243 Telephone 517 700 Cables: OAU, ADDIS ABABA

## UA-SAFGRAD

### Rapport de la Vidéo Conférence sur les Implications de COVID-19 sur les Pratiques du Pastoralisme en Afrique: Défis et Opportunités



**Mercredi 20 mai 2020  
De 10 H à 12 H GMT**

## **1. Introduction**

Le monde fait face à un défi sanitaire inédit lié à la pandémie du COVID-19. Le COVID-19 est une maladie respiratoire infectieuse causée par un Coronavirus, un virus pathogène qui infecte aussi bien les animaux que les humains. Découvert récemment en décembre 2019, le COVID-19 se caractérise par sa propagation très rapide à travers le monde, aucun continent n'étant épargné.

Derrière la crise sanitaire actuelle, se profile une profonde crise économique et un grave risque de crise alimentaire. L'Afrique est la région du monde la plus vulnérable au choc alimentaire prévisible : elle est en effet, le continent où la prévalence de la malnutrition (20%) est la plus élevée au monde. Les populations africaines les plus vulnérables face au péril du Covid-19 sont les populations rurales qui vivent notamment de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Si la pandémie venait à s'aggraver dans ces zones, ces populations auraient moins accès à des soins appropriés, du fait que les zones rurales ont une très faible couverture en matière d'infrastructures sanitaires et de personnel de santé.

C'est dans ces circonstances particulières que l'UA -SAFGRAD a organisé une vidéo-conférence visant à mener des réflexions sur les implications du COVID-19 sur le développement du pastoralisme en Afrique. La vidéo conférence s'est tenue le 20 mai 2020 de 10 H à 12 H GMT et a réuni plus de cent participants dont les Représentants des CER, des organisations internationales, des praticiens /associations du pastoralisme et des experts de l'élevage.

## **2. Déroulement de la Conférence**

La réunion s'est structurée autour des domaines thématiques spécifiques suivants :

- La crise du développement pastoral
- Une crise dans la crise : la pandémie du COVID-19 dans les zones / communautés pastorales
- Les réponses politiques en appui au développement pastoral : leçons tirées de la pandémie du COVID-19.

Chaque domaine thématique a été développé par des conférenciers invités et suivi d'une discussion générale de tous les participants.

### **1-Ouverture**

Le Dr Hubert Ouédraogo, modérateur de la vidéo-conférence a lancé la rencontre et présenté le programme ainsi que les domaines thématiques de discussion. Il a ensuite donné la parole au Dr Ahmed ELMKASS, Coordonnateur de l'UA-SAFGRAD pour l'ouverture officielle.

Le Dr ELMKASS a souhaité la bienvenue aux participants et les a remercié pour leur participation à la vidéo - conférence. Il a souligné les principaux défis auxquels les éleveurs sont confrontés en Afrique ainsi que les relations entre les éleveurs et les communautés des agriculteurs et leur impact sur le programme 'faire taire les armes' en Afrique.

M. Abderrahmane KHECHA, responsable Senior à la division Economie Rurale de l'Union Africaine a également remercié les participants pour avoir accepté l'invitation à la vidéo-conférence.

### **2- Commentaires introductifs autour des principaux domaines d'intervention**

- **La crise du développement pastoral par la CEDEAO et la CEEAC**

Cette thématique a été introduite par M. Ernest Aubee, Chef de la Division de l'Agriculture à la Commission de la CEDEAO. M. Aubee a discuté de l'impact du COVID-19 sur le pastoralisme en mettant en exergue la perturbation de la chaîne de valeurs de l'élevage, la restriction des mouvements du bétail à travers les frontières nationales et les limites imposées au commerce du bétail. Il a également abordé la question de la perturbation de la vie et des moyens d'existence des communautés pastorales. Comme réponse éventuelle, il a proposé la réouverture des frontières de manière systématique et coordonnée. Cela doit être fait tout en mettant en œuvre des mesures de précaution visant à contenir la propagation du COVID-19, et à sauver les vies des citoyens de l'espace. Cela contribuera également à l'ouverture progressive des économies nationales afin de réduire les impacts économiques négatifs de la pandémie du COVID-19.

M. ABAKAR Mohammed, Chef de Service Agriculture et Développement Rural de la CEEAC a également fait des commentaires sur la même thématique. Il a reconnu les défis fondamentaux auxquels les communautés pastorales sont confrontées dans la région d'Afrique Centrale. La transhumance transfrontalière a été décrite comme étant une pratique très ancienne des communautés pastorales caractérisée par une mobilité à travers les frontières du Tchad, du Cameroun et de la République Centrafricaine d'une part, et à travers les frontières du Burundi, du Rwanda et de la RDC d'autre part. L'impact économique de la crise sécuritaire est évident étant donné que la fermeture des frontières par les différents pays empêche les éleveurs de convoier leur bétail vers les marchés régionaux. Il a plaidé pour une réouverture urgente des frontières afin de permettre le fonctionnement de l'économie pastorale et recommandé le financement d'infrastructures pastorales solides en appui au développement du pastoralisme.

- **Une crise dans la crise: la pandémie du COVID-19 dans les zones / communautés pastorales par l'IGAD et RBM**

M. Japheth Kasimbu de l'ICPALD/IGAD s'est focalisé sur les implications de la pandémie sur la mobilité transfrontalière saisonnière des pasteurs dans la région de l'IGAD. Les principaux défis et les opportunités ont été soulignés. Les principaux effets négatifs du COVID-19 sur le pastoralisme dans la région de l'IGAD sont entre autres : l'augmentation des conflits liés aux ressources naturelles, la perturbation des chaînes d'approvisionnement en intrants et de la prestation de services à cause de la restriction des mouvements et de la traversée des frontières, la fermeture des marchés et la baisse de l'abattage des animaux dans les grands centres urbains. Quelques impacts positifs du COVID-19 pourraient néanmoins être perçus du fait de l'augmentation de la demande de bétail des pays du Moyen Orient d'environ 4 fois comparativement à 2019, ce qui a amené ces pays (Royaume d'Arabie Saoudite, Bahreïn, Qatar, Oman, Egypte, Libye et Koweït, etc.) à lancer de plus grandes commandes de bétail auprès de la Somalie et du Soudan.

Boureima Dodo, Secrétaire Permanent du Réseau Billital Maroobe (RBM) est intervenu sous l'angle des organisations pastorales et les effets de la pandémie sur ces communautés pastorales. Il a souligné le fait que les communautés pastorales étaient déjà profondément affectées par le contexte du terrorisme dans la région du Sahel. La flambée de la pandémie a

empiré la situation des activités pastorales. Les réponses en matière de politiques gouvernementales ont mis l'accent sur des mesures de confinement et ont principalement affecté la mobilité interne et transfrontière des éleveurs, pendant que les conflits entre les communautés locales pour l'accès aux ressources naturelles constituaient toujours une grande préoccupation.

RBM a développé un outil de suivi des impacts socio-économiques du COVID-19 dans les zones pastorales. Environ 300 points focaux répartis dans 10 pays ont souligné les effets négatifs de la fermeture des marchés y compris celle des marchés de bétail.

- **Réponses politiques en appui au développement pastoral : leçons tirées de la pandémie du COVID-19 par la FAO et l'APESS**

M. Velasco Gil Gregorio, Coordonnateur de *Pastoralist Knowledge Hub* à la FAO a estimé qu'on n'avait pas suffisamment de recul pour disposer de preuves irréfutables de l'impact de cette crise sur les zones pastorales car la collecte des données est toujours en cours à travers différentes initiatives. Selon les informations collectées et contenues dans différents documents ainsi que les communications faites par les parties prenantes, l'on note que les impacts sont très spécifiques au contexte et dépendent des mesures prises par les différents gouvernements et administrations. Ils comprennent l'accès réduit aux aliments de bétail et aux ressources naturelles, l'accès restreint aux intrants, aux services et aux marchés pour l'approvisionnement en vivres des communautés pastorales, les capacités réduites de transformation, de stockage et de conservation des produits qui peuvent être affectés par le transport aussi bien interne qu'international.

Les réponses politiques sont quant à elles, spécifiques au pays et au Ghana par exemple elles vont de: i) l'exemption de la production, distribution et commercialisation des denrées alimentaires des restrictions de mouvements afin de garantir la disponibilité des denrées alimentaires; ii) la préparation d'un plan conjoint visant à assurer la sécurité alimentaire de la nation pendant la propagation du coronavirus; iii) la mise en place d'un Programme de Lutte contre le Coronavirus afin de protéger les ménages et les moyens d'existence, soutenir les petites et moyennes entreprises, limiter les pertes d'emplois et booster la production industrielle pour couvrir les besoins de consommation et d'exportation. En Egypte, en Tunisie et au Maroc, les autorités nationales ont prévu des paiements uniques en faveur des travailleurs de l'informel y

compris les commerçants des marchés locaux. Le Maroc a par ailleurs : i) mis en place des moyens logistiques et une plateforme de commerce électronique (e-commerce) pour les produits locaux affectés par l'annulation du Salon International de l'Agriculture de cette année ; et ii) facilité les transferts de liquidité pour les travailleurs du secteur informel.

Le Dr Ibrahima ALIOU, Secrétaire Général de l'APESS a pris la parole pour échanger sur les réponses possibles à la pandémie sous l'angle des organisations pastorales. Ainsi, au cas où la crise du COVID-19 se prolongeait au-delà de fin mai avec les frontières toujours fermées, elle aura un impact majeur sur la vie des éleveurs et celle de leurs familles. Les effets s'intensifieront davantage et auront un impact durable sur la vie des éleveurs. Les implications prévisibles sont les suivantes :

- Une perte très significative de bétail à cause du manque de pâturages et d'eau et de l'émergence de maladies zoonotiques dans les zones transfrontalières ;
- L'augmentation de la vulnérabilité des éleveurs et de leurs familles, entraînant une crise alimentaire et nutritionnelle au sein de la communauté ;
- L'effondrement des marchés de bétail transfrontaliers suite à leur fermeture prolongée ou au manque d'animaux et la réduction de la fourniture de protéines animales aux populations locales ;
- Une crise socio-économique qui perdure pourrait entraîner l'érosion de la cohésion sociale ;
- L'enrôlement de certains éleveurs dans les groupes armés à cause de la perte de leur capital productif.

Au regard de cette situation, une stratégie prometteuse doit avoir le double objectif de :

- i) Sauver des vies en initiant des actions urgentes pour lutter contre le COVID-19 et faire face aux impacts économiques des mesures prises par les Etats et;
- ii) Se préparer pour la période post-crise en renforçant la résilience des éleveurs à travers des appuis leur permettant de reprendre leurs activités

### **3. Discussion générale**

Les discussions se sont déroulées autour de différents points d'intérêt :

- ✓ La persistance des conflits dans les zones pastorales en dépit de la pandémie, mettant ainsi les communautés pastorales à haut risque de contraction du virus, en particulier les populations déplacées.
- ✓ La plupart des marchés de bétail de la région sont fermés et il convient de concevoir une stratégie commerciale contextualisée dans ce contexte du COVID-19.
- ✓ Il y a un appel fort à la réouverture des frontières de manière coordonnée et les Communautés Economiques Régionales sont sollicitées pour mener un plaidoyer à cet égard.
- ✓ Les infrastructures et les services liés au pastoralisme y compris les constructions de barrages et de marchés locaux et autres services vétérinaires sont bloqués à cause du COVID-19. Il faudrait rapidement surmonter ces contraintes afin de soulager les populations pastorales.
- ✓ Les systèmes forts de suivi doivent être encouragés et les initiatives de l'APESS et de RBM et celles d'autres parties prenantes doivent être soutenues en vue de disposer de données actualisées sur la situation qui prévaut sur le terrain.
- ✓ Le Covid-19 doit être considéré comme une grande opportunité d'échanges entre les pays africains en particulier dans le contexte de la mise en œuvre de la Zone de Libre Echange de l'Afrique. Les produits animaux figurent parmi les premiers produits commerciaux entre les pays africains.

### **4. Conclusions et recommandations**

Les actions et les recommandations doivent être transformées en politiques et réponses contextualisées en vue de les intégrer dans les cadres nationaux, tout en assurant la compatibilité avec les mesures de santé publique visant à éliminer la transmission du COVID-19. La mise en œuvre de ces actions nécessitera une coordination et des ressources internationales. Ces mesures sont les suivantes entre autres :

- Les gouvernements doivent déployer des filets de sécurité sociale destinés aux familles nécessiteuses dans les zones urbaines à forte densité démographique. L'on propose que les éleveurs et les agro-éleveurs soient classés comme groupes

vulnérables et ciblés par des filets de sécurité sociale financés par l'Etat y compris des transferts d'argent, des liquidités pour des travaux publics et plus tard une assurance du bétail.

- La production et la commercialisation animales incluant le pastoralisme sont les éléments clés de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones arides et semi-arides (ZASA). Les Etats Membres qui n'ont pas classé les services vétérinaires dans la catégorie des services essentiels doivent le faire et tous les efforts doivent être entrepris pour assurer le fonctionnement des marchés et des chaînes d'approvisionnement tout en respectant les guides de prise en charge du COVID-19.
- Il convient de mettre en place une infrastructure de suivi, de recherche et de prévention des zoonoses inversées dues à la pandémie du COVID-19.
- Séparer le secteur de l'élevage à travers un Panel de Forum d'Experts sur les zoonoses inversées dues au COVID-19 comprenant des experts de la santé animale issus des Universités, des Institutions de Recherche et des Experts du domaine de l'Epidémiologie qui tiendront des réunions à travers des vidéoconférences et des conférences en ligne pour partager régulièrement des initiatives de recherches sur cette question et fournir des conseils au forum des décideurs politiques ;
- S'assurer que les politiques de sécurité alimentaire sont basées sur des modèles de consommation qui privilégient les produits locaux, en particulier le lait.
- Veiller à ce que les Gouvernements mettent en place à leur niveau un Fonds d'Urgence pour la relance du secteur de l'élevage afin de fournir des appuis matériels aux éleveurs pour la reconstitution de leurs troupeaux et la reprise de leur activité. Ce Fonds d'Urgence permettra également de venir en aide aux pasteurs déplacés internes suite à l'insécurité.
- Réorienter et adapter les projets et programmes en cours au contexte du COVID-19 et concevoir de nouveaux projets / programmes pour soutenir et renforcer l'adaptation des éleveurs et des acteurs du secteur agro-pastoral aux effets néfastes du COVID-19



Au regard de ce qui précède, trois séries spécifiques de mesures immédiates doivent être prises afin d'atténuer l'impact du COVID-19 sur le pastoralisme. Ces mesures viseront entre autres à protéger le pastoralisme et ses débouchés, maintenir les opérations de transformation et de vente au détail et assurer des financements.

2020-05

# les Implications de COVID-19 sur les Pratiques du Pastoralisme en Afrique Défis et Opportunités

UA-SAFGRAD

UA-SAFGRAD

---

<https://archives.au.int/handle/123456789/8153>

*Downloaded from African Union Common Repository*